

LA BELGIQUE ET L'OTAN FACE À L'UNION SOVIÉTIQUE

Rupture et reprise des relations culturelles suite à la crise hongroise (1956-1960)

- Rafael Pedemonte Lavis -

Les échanges culturels entre l'Ouest et le monde socialiste ne constituèrent nullement un problème marginal dans le contexte tourmenté de la "Guerre froide"; ce fut au contraire un enjeu idéologique majeur qui suscita de nombreuses discussions stratégiques tant du côté soviétique que du côté occidental. La signification politique des contacts artistiques et humains fut rapidement constatée par les responsables des différentes puissances, qui ne tardèrent pas à établir des programmes ambitieux de "diplomatie culturelle". Le renouveau historiographique des années 1990 (souvent connu sous l'expression anglo-saxonne de *Cultural Turn*) et la multiplication de monographies visant à souligner l'importance des liens et des transferts culturels au cours du XX^e siècle, témoignent éloquemment de cette réalité. Malheureusement, les efforts intellectuels menés dans ce sens se sont jusqu'à présent concentrés majoritairement sur le dispositif culturel américain, minimisant ainsi l'importance d'autres acteurs essentiels. Nous souhaitons analyser ici ce phénomène en nous focalisant plutôt sur la participation des représentants belges – qui agirent en étroite collaboration avec les autorités d'Europe occidentale – et des décideurs soviétiques.

I. L'Union soviétique et la “guerre froide culturelle”

Après la Seconde Guerre mondiale, l'antagonisme qui se développa entre les deux grands vainqueurs du conflit – les États-Unis et l'Union soviétique – déclencha une confrontation globale particulière. La Guerre froide fut un conflit atypique, dominé par la lutte permanente entre deux visions du monde, mais dépourvu d'affrontement militaire direct entre les superpuissances¹. Il s'agissait d'une rivalité de caractère principalement idéologique, dans laquelle Moscou et Washington ne cherchaient pas prioritairement à obtenir des récompenses matérielles ou à multiplier les annexions territoriales, mais plutôt à diffuser à l'extérieur une image séduisante du modèle représenté².

Nous sommes face à une “guerre pour les idées” au cours de laquelle les deux camps prétendaient légitimer leurs propres convictions aux yeux du monde. Le chercheur britannique Nigel Gould-Davies souligne l'importance des formes d'intervention non militaires destinées à “conquérir les esprits”.

La notion de victoire était donc profondément liée à celle de conversion, qui devait se produire par l'intensification de la pénétration des influences internationales³. Pour atteindre ces objectifs, les États-Unis et l'Union soviétique conçurent un solide programme d'intervention qui créa des tensions grandissantes dans les territoires d'autres pays⁴. Dans ce cadre, les échanges artistiques, humains et touristiques devinrent souvent des instruments clés de la diplomatie des puissances, conçue pour propager des influences sans mettre en péril la stabilité internationale. Cette situation s'imposa plus clairement suite à la mort de Staline en mars 1953. L'administration Khrouchtchev s'efforça d'imposer le principe de la “coexistence pacifique” qui se traduit par des gestes concrets de rapprochement avec le monde occidental.

Cependant, ce rapprochement indéniab le mais limité n'impliquait pas un renoncement à la lutte idéologique. L'Europe demeurait profondément divisée en deux blocs et les autorités du Kremlin multipliaient les appels à “rivaliser sans la guerre”, c'est-à-dire, à instaurer une compétition pacifique mais pas pour autant dénuée

1. Après la Seconde Guerre mondiale, le monde est entré dans un nouveau système de puissances. Dès lors, les États-Unis et l'Union soviétique sont plus régulièrement désignés sous le terme de “superpuissance”, ce qui révèle un changement structurel de l'ordre mondial, marqué par la consolidation des deux grands vainqueurs de la guerre – Washington et Moscou – et par leur capacité accrue d'hégémonie. Les superpuissances sont désormais capables de mettre en état de dépendance d'autres nations pour ainsi former un “camp” qu'elles contrôlent et dont elles sont le modèle. JEAN-CLAUDE ALLAIN & ROBERT FRANK, “La hiérarchie des puissances”, in ROBERT FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, 2012, p. 172-174.

2. Pour une histoire globale de la Guerre froide vue sous l'angle des engagements idéologiques des leaders et minimisant le caractère géostratégique de l'affrontement voir MELVYN LEFFLER, *For the Soul of Mankind: the United States, the Soviet Union, and the Cold War*, New York, 2007.

3. NIGEL GOULD-DAVIES, “The Logic of Soviet Cultural Diplomacy”, in *Diplomatic History*, vol. 27, n° 2, 2003, p. 193-194. 4. ODD ARNE WESTAD, *La guerre froide globale : Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, 2007, p. 15-18.

de tensions⁵. L'une des expressions les plus marquantes de la structure bipolaire qui s'installa dès la fin des années 1940 fut la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN), un pacte politico-militaire qui réunit de nombreux pays occidentaux⁶. Les négociations qui se conclurent par la signature en avril 1949 du Traité de l'Atlantique Nord officialisèrent la division du continent européen⁷. Il est important de rappeler que, contrairement à l'idée trop souvent répandue, l'OTAN n'était pas exclusivement une alliance militaire conçue en vue de prévenir d'éventuelles agressions; elle prévoyait aussi une action commune dans les domaines culturel, politique, économique et social⁸. C'est d'ailleurs au sein du Comité de l'information et des relations culturelles – un organisme subordonné du Conseil qui effectue des recommandations sur les échanges avec des pays non représentés – que l'on tenta de définir une politique coordonnée concernant les connexions culturelles avec le bloc de l'Est⁹.

En outre, la "coexistence pacifique" encouragée par Moscou ne fut pas un mouvement linéaire¹⁰. Après 1945, l'URSS de Staline se

consacra principalement à consolider sa stabilité interne avant d'entreprendre une large politique d'intervention destinée à diffuser les principes du socialisme. Les effets tragiques de la guerre avaient occasionné de nombreuses destructions et l'économie soviétique était incapable de redresser le pays dans l'immédiat. La mise en place d'un vaste programme de reconstruction s'avérait donc indispensable¹¹. L'Union soviétique de Staline resta une puissance régionale, sans véritables ambitions d'expansionnisme mondial¹².

D'un autre côté, la politique de confrontation impulsée par George Kennan (la doctrine du *containment*) et établie formellement par le gouvernement d'Harry Truman (1945-1953), força Staline à modérer ses ambitions stratégiques¹³. L'essentiel de la fin de l'ère stalinienne était la volonté d'organiser la zone d'influence et d'homogénéiser le bloc est-européen¹⁴. À sa mort, Staline légua à ses successeurs un État qui se pensait plutôt comme une puissance euro-asiatique d'hégémonie restreinte. Mais malgré ce cadre défavorable, l'établissement de la "coexistence pacifique" comme pilier de la politique extérieure ne fut pas une nouveauté

5. MARIE-PIERRE REY, "L'URSS et l'Europe occidentale de 1956 à 1975 : de l'ignorance méfiante à la coopération", in *Relations internationales*, n° 82, 1995, p. 239. 6. Ce pacte était à l'origine composé de douze parties contractantes : les États-Unis et le Canada; les cinq membres du traité de Bruxelles, le Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg; trois des États nordiques, le Danemark, la Norvège et l'Islande et deux États d'Europe du Sud, l'Italie et le Portugal. 7. CHARLES ZORGBIBE, *Histoire de l'OTAN*, Bruxelles, 2002, p. 13. 8. *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles, 1995, p. 17. 9. *Idem.*, p. 101-105. 10. MARIE-PIERRE REY, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, 1991, p. 10. 11. TONY JUDT, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, 2007, p. 32-34. 12. MARIE-PIERRE REY, "Puissance régionale ? Puissance mondiale ? Le point de vue des décideurs soviétiques, 1953-1975", in *Relations internationales*, n° 92, 1997, p. 392-393. 13. JOHN LEWIS GADDIS, *The Cold War : A New History*, New York, 2007, p. 28-32. 14. HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE, "L'Union soviétique et l'Europe depuis 1945", in *Opinion publique et politique extérieure. 1945-1981*, Rome, 1985, p. 247.

imposée par Khrouchtchev, mais plutôt l'aboutissement d'une évolution plus large.

Le Russe Mikhail Lipkin a montré récemment que la Conférence économique internationale de Moscou d'avril 1952 constitua une première tentative d'innovation de la politique extérieure soviétique. Bien que finalement le principe de la "coexistence pacifique" n'ait pas réussi à s'imposer, il fut invoqué au cours des réunions préparatoires¹⁵. En décembre de cette même année, Staline affirma devant un journaliste américain que la "coexistence pacifique du capitalisme et du communisme est pleinement possible s'il existe un désir mutuel de coopérer, si l'on est prêt à remplir les engagements contractés, si l'on observe le principe de l'égalité et de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres États"¹⁶. Dans un contexte de détérioration de la situation internationale lors de la Guerre de Corée (1950-1953), Staline manifestait certains signes de relâchement¹⁷. Cependant, cet apparent assouplissement n'impliquait pas de changements majeurs. Ce sont les successeurs qui entameront un réel processus de détente en politique internationale¹⁸.

Nikita Khrouchtchev, devenu Premier secrétaire du Parti communiste en septembre

1953, chercha à démontrer que la période d'isolement avait été abandonnée et remplacée par une politique de rapprochement avec les États non communistes¹⁹. Il soutint la doctrine de la "coexistence pacifique" afin d'accroître les contacts avec les pays capitalistes. Le 14 février 1956 s'ouvrit à Moscou le XX^e Congrès du Parti communiste de l'URSS, au cours duquel Khrouchtchev dénonça les crimes commis par Staline. Cette rupture avec l'autoritarisme stalinien impliquait forcément une "nouvelle donne" dans les relations internationales. En effet, dès 1956 la "coexistence pacifique" devint officiellement la ligne générale de la politique extérieure de l'URSS²⁰. Théoriquement, elle impliquait la renonciation aux conflits armés comme moyen de résolution des questions litigieuses et soutenait une politique de non-ingérence dans les affaires internes des autres États, tout cela en encourageant des relations réciproques entre gouvernements²¹. Elle limita rapidement la tonalité agressive dans le discours soviétique et se traduisit par des gestes de bonne volonté à l'égard de l'Occident, dont la signature de traités bilatéraux, de caractères économique et culturel²².

Par conséquent, cette thèse redéfinissait les moyens adéquats à utiliser dans la rivalité Est-

15. MIKHAIL LIPKIN, "Avril 1952, la conférence économique de Moscou : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne", in *Relations internationales*, n° 147, 2011, p. 25-26. 16. Cité in PIERRE DU BOIS, "Guerre froide, propagande et culture (1945-1953)", in *Relations internationales*, n° 115, 2003, p. 441-442. 17. ERIC HOBBSBAWM, *L'Âge des extrêmes. Le Court Vingtième Siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 307. 18. VLADISLAV ZUBOK, *A failed Empire : the Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, 2007, p. 94-95, 101-105. 19. JONATHAN HASLAM, *Russia's Cold War : From the October Revolution to the Fall of the Wall*, New Haven, 2011, p. 146. 20. JACQUES LÉVESQUE, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, 1988, p. 170-171. 21. NIKITA KHROUCHTCHEV, *Ce que je pense de la coexistence pacifique*, Paris, 1960, p. 4-5. 22. Sur les conventions culturelles avec le monde occidental signées par l'Union soviétique, voir le chapitre 3 de l'ouvrage de YALE RICHMOND, *Cultural Exchange & the Cold War. Raising the Iron Curtain*, University Park, 2003, p. 15.

Ouest. Les décideurs de l'URSS "ne voulaient nullement ralentir la lutte contre l'Occident, mais la mener de façon plus efficace que Staline"²³. D'autres méthodes furent donc favorisées pour répandre les principes de l'idéologie soviétique, dont la "diplomatie culturelle"²⁴. Il ne faut pas croire pour autant que l'établissement d'une politique de propagande culturelle à l'échelle mondiale fut une nouveauté de l'ère poststalinienne. Michael David-Fox a remarquablement démontré que des efforts dans ce sens avaient été mis en place au début des années 1920, permettant notamment la création en 1925 de la Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) – "l'institution clé" de la propagande culturelle extérieure de Moscou – et de l'*Intourist* quatre ans plus tard. Cette dernière organisation devait permettre l'arrivée d'un nombre croissant de touristes tout en agaçant strictement les itinéraires des visiteurs²⁵. À travers ce dispositif sophistiqué, qui faisait intervenir tant l'appareil étatique que le Parti communiste (PCUS) et ses organisations internationales (*Komintern*), les stratèges de l'URSS ambitionnaient d'influencer l'opinion publique étrangère par la diffusion très politique d'une image positive au-delà des frontières²⁶.

Mais la «diplomatie culturelle» soviétique fut un phénomène instable : la période des Grandes Purges (1936-1939) marqua le début d'une ère d'extrême isolement. Les conséquences dramatiques de la guerre 1939-1945 renforcèrent cette tendance et découragèrent les initiatives sur le plan de la diffusion culturelle, forçant les autorités à se replier vers l'intérieur du pays²⁷. Il faudra attendre la disparition physique de Staline pour constater une restructuration de l'ancien dispositif. D'après Anne Gorsuch, qui consacra récemment un ouvrage à l'appareil touristique du Kremlin, "l'ère d'ouverture de Khrouchtchev" permit l'intégration grandissante, voire même enthousiaste, de l'URSS dans un réseau "transnational de circulation de personnes ainsi que d'objets et d'idées"²⁸. La "coexistence pacifique" fut donc accompagnée d'une vaste offensive culturelle²⁹.

Dans ce cadre de bipolarité globale, les échanges artistiques et humains devinrent un instrument prioritaire des politiques extérieures des principales puissances. Suivant Nigel-Gould Davies, "...la Guerre froide était essentiellement une confrontation entre systèmes de croyances en absence d'hostilités

23. GEORGES-HENRI SOUTOU, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, 2001, p. 322. **24.** En invoquant le terme de "diplomatie culturelle" nous visons les nombreux efforts conscients établis afin de doter les manifestations artistiques d'un contenu idéologique, ainsi que la manipulation des productions humaines, artistiques et intellectuelles, destinées à créer un réseau de propagande pour diffuser une image séduisante du pays et de son modèle idéologique. Pour une analyse conceptuelle de la notion de "diplomatie culturelle", voir l'article éclairant de ROBERT FRANK, "Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles", in ROBERT FRANK, *op.cit.*, p. 371-386. **25.** RACHEL MAZUY, "Le tourisme idéologique en Union Soviétique", in *Relations internationales*, n° 102, 2000, p. 201. **26.** MICHAEL DAVID-FOX, *Showcasing the Great Experiment: Cultural Diplomacy and the Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, New York, 2012, p. 5 et 16. **27.** *Idem.*, p. 317-318. **28.** ANNE GORSUCH, *All This is Your World : Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford, 2011, p. 1 (traduction personnelle). **29.** Cette thèse a d'abord été évoquée dans l'analyse pionnière de FREDERICK BARGHOORN, *The soviet cultural offensive. The role of cultural diplomacy in soviet foreign policy*, Connecticut, 1976, p. 1-27.



D'intenses débats se déroulèrent au sein de l'OTAN quant à l'assouplissement des relations avec le "Bloc de l'Est" durant la seconde moitié des années '50. Ici, le ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak lors d'une conférence de l'OTAN, à Paris, le 5 septembre 1956. (Photographie Robert Delvac, Archives AMSAB)

militaires directes; la transmission d'idées et de valeurs était une méthode primordiale du conflit. La politique 'au ras des pâquerettes' des relations culturelles était, en réalité, de la 'haute politique'³⁰.

À travers l'accroissement des liens culturels, la puissance socialiste prétendait diffuser une image séduisante du pays qui devait ensuite renforcer une image idéologique convaincante. Dans cette logique de Guerre froide, le Kremlin fit des efforts évidents afin de rendre plus systématiques les connexions humaines, artistiques, touristiques et sportives pour ainsi mieux contrôler l'intensification de ces rapports. Comme on le verra par la suite, cette volonté officielle explique notamment la signature de toute une série de conventions culturelles avec des nations étrangères³¹.

II. La Belgique et les enjeux de la "diplomatie culturelle" : l'exemple de l'accord belgo-soviétique

La Belgique entre dans la Guerre froide : tensions et rapprochements avec l'Union soviétique (1945-1956)

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Belgique fit partie avec l'Union soviétique de l'alliance des nations opposée au *Reich* hitlérien. Les sentiments à l'égard de Moscou semblent par conséquent avoir été plutôt

positifs. Cet état d'esprit se consolida lors des offensives de l'Armée rouge (1942-1945) qui contribuèrent à la défaite des forces allemandes sur le front de l'Est³². Sur le plan interne, cette situation accrut le prestige du Parti communiste belge (PCB), qui comptait au sortir de la guerre 87.892 membres (face à 11.306 effectifs l'année précédente)³³. Suite aux élections législatives de février 1946, le PCB devint le troisième parti du pays et une véritable force électorale dans les régions industrielles de Wallonie. En 1946 se constitua un gouvernement de gauche, présidé par le socialiste Achille Van Acker. Quatre communistes occupèrent des places ministérielles³⁴. En outre, après 1945 la diplomatie belge manifestait de bonnes dispositions envers Moscou : les autorités soulignaient que les efforts d'intégration régionale ne devaient pas être interprétés comme une tentative de former un bloc antisoviétique. Bruxelles proposa même de conclure un traité d'amitié avec l'URSS, mais ce fut plutôt le Kremlin qui s'y opposa à chaque reprise³⁵.

Mais l'intensification des tensions idéologiques plaça la Belgique et l'URSS dans des projets politiques divergents, modifiant la perception de l'opinion publique belge. Le 5 juin 1947, le général George Marshall, à la tête du Département d'État américain, présenta le plan qui portera son nom. En

30. NIGEL GOULD-DAVIES, *op.cit.*, p. 212 (traduction personnelle). 31. PIERRE MILZA, "Culture et relations internationales", in *Relations internationales*, n° 24, 1980, p. 24. 32. JULES GÉRARD-LIBOIS & ROSINE LEWIN, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe : 1947-53*, Bruxelles, 1992, p. 24-25. 33. JOSÉ GOTOVITCH, "Histoire du Parti communiste de Belgique", in *Courrier hebdomadaire (CRISP)*, n° 1582, 1997, p. 36. 34. HANS DEPRAETERE & JENNY DIERICKX, *La guerre froide en Belgique. La répression envers le PCB et le FI*, Paris, 1986, p. 42-43. 35. RIK COOLSLET, *La politique extérieure de la Belgique : au cœur de l'Europe, le poids d'une petite puissance*, Bruxelles, 2002, p. 68.

s'adressant à toutes les nations européennes, il proposa une aide économique afin de permettre la reconstruction du continent. Seize pays acceptèrent l'offre, dont la Belgique. Moscou, dans un premier temps, hésita. Cependant, le caractère profondément politique de l'initiative rendait impossible la participation de l'URSS. L'adhésion au Plan Marshall était une forme de ralliement à la sphère capitaliste. En acceptant l'assistance américaine, les autorités belges s'éloignèrent encore plus de la puissance socialiste³⁶. Par ailleurs, les craintes envers le Kremlin augmentèrent, de même que la conscience de la nécessité de consolider l'entente ouest-européenne³⁷. Dès lors, même les dirigeants socialistes se montrèrent très hostiles à l'égard des organisations communistes. Pour sa part, le PCB subit un véritable effondrement électoral, passant de 12,7 % des voix en 1946 à 7,5 % en 1949³⁸. La signature du Traité de l'Atlantique Nord en 1949 conclut le tournant diplomatique de la Belgique et consolida l'alliance avec les États-Unis³⁹.

Il fallut attendre la mort de Staline en mars 1953 pour constater les premiers signes annonçant une nouvelle phase dans ces

relations. Le député CVP Raymond Scheyven séjourna à Moscou en 1953 et revint de là en confiant que le décès du dictateur avait amené "un grand souffle d'air nouveau" : "J'ai déjà dit que la mort de Staline avait été dans une certaine mesure, comme le 'Sésame ouvre-toi' de l'URSS"⁴⁰. Le ministre des Affaires étrangères entre 1954 et 1957, Paul-Henri Spaak, qui figurait parmi les dirigeants les plus hostiles envers l'URSS⁴¹, déclara en novembre 1955 que "la détente internationale, c'est essentiellement (...) une modification qui s'est produite dans l'attitude des représentants de l'URSS. (...) le début de la détente internationale coïncide avec la mort de Staline"⁴².

Dans ce nouveau climat, les gestes de rapprochement se multiplièrent, ce qui devint évident dès le début de 1956. En effet, le gouvernement du Premier ministre Achille Van Acker⁴³ (1954-1958) entama des efforts conscients en vue d'accroître les contacts humains avec l'URSS : le ministre de l'Instruction publique Léo Collard, ainsi que celui de la Santé Edmond Leburton, acceptèrent des invitations pour se rendre en territoire soviétique. Le Soviet suprême

36. ISABELLE CASSIERS, "Du 'miracle belge' à la croissance lente : l'impact du Plan Marshall et de l'Union européenne des paiements", in *Institut de Recherches économique et sociale*, n° 166, 1993, p. 18. 37. MICHEL DUMOULIN, "Opinion publique et politique extérieure en Belgique depuis 1945", in *Opinion publique et politique extérieure. 1945-1981*, Rome, 1985, p. 22-23. 38. JOSÉ GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 32-36. 39. RIK COOLSAET, *op.cit.*, p. 94-100. 40. RAYMOND SCHEYVEN, *Sept semaines en URSS*, Bruxelles, 1954, p. 8 et 26. 41. MICHEL DUMOULIN, *Spaak*, Bruxelles, 1999, p. 533. 42. PAUL SMETS, *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak : 1942-1972*, Bruxelles, 1980, vol. 1, p. 458-459. 43. Achille Van Acker (1898-1975) fut un politicien socialiste et membre du bureau du Parti ouvrier belge en 1940. Lors de l'occupation de la Belgique par les troupes allemandes, il anima dès le début la résistance en Flandre devenant président du Parti socialiste clandestin. Après la Seconde Guerre mondiale, il accumula des fonctions de plus en plus importantes et devint Premier ministre dès 1945. Entre 1954 et 1958, il présida un gouvernement socialiste-libéral. Il termina sa carrière politique à la présidence de Chambre des Représentants. *Le nouveau Dictionnaire des Belges*, Bruxelles, 1998, t. 2, p. 267.

convia également Maurice Destenay, président du Parti libéral, qui accepta de séjourner à Moscou pendant près de deux semaines et prôna l'extension des rapports⁴⁴. D'autres politiciens parcoururent cette même année le grand pays de l'Est. Ce fut le cas notamment du président de la Chambre des Représentants, Camille Huysmans⁴⁵, qui prit la tête d'une délégation parlementaire en septembre 1956⁴⁶. Sa présence dans cette mission diplomatique n'était pas le fruit du hasard : Huysmans avait développé une ancienne amitié avec l'URSS. Il entretint par exemple une vaste correspondance avec Lénine pendant les deux premières décennies du siècle⁴⁷. La participation de Huysmans, intermédiaire privilégié entre les deux nations, était donc souhaitable pour renforcer l'importance de la délégation et assurer le succès de la tournée.

Au-delà des échanges purement politiques, les liens culturels se multipliaient de façon accélérée. En 1956, le public belge put apprécier de nombreuses manifestations artistiques provenant du pays socialiste : une grande exposition du livre soviétique eut lieu au Palais des Beaux-arts; le Cirque de Moscou avec la présence du fameux clown Oleg Popov se présenta à Bruxelles et à Anvers; une "Semaine du cinéma soviétique"

fut l'occasion de recevoir une délégation de cinéastes russes; le remarquable pianiste Émile Guilels atterrit également en Belgique cette année. C'est dans ce cadre d'entente qu'Achille Van Acker et Paul-Henri Spaak décidèrent de visiter la Russie soviétique, un choix risqué qui devait incarner les espérances renouvelées du gouvernement belge à l'égard des nouvelles orientations du Kremlin.

La signature de l'accord culturel belgo-soviétique (octobre 1956)

Van Acker et Spaak vinrent à Moscou le lundi 22 octobre 1956. Ils étaient accompagnés notamment de Robert Rothschild, chef de Cabinet de Spaak, qui laissa un témoignage révélateur de cette visite. Ils furent accueilli à l'aéroport par les trois hommes les plus influents de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, Nikolaï Boulganine et Anatase Mikoyan : "Sourires et poignées de mains"⁴⁸. À Moscou, les conversations politiques se multiplièrent. Suite aux entretiens, Spaak constata que malgré tout, les dirigeants soviétiques demeuraient "des communistes convaincus pénétrés de l'idéologie marxiste (...) Ils croient encore dans la lutte des classes et ils sont persuadés que l'histoire est de leur côté, et qu'à la longue les pays communistes ne peuvent que triompher"⁴⁹. Cependant, les visiteurs étaient d'accord pour constater que

44. "Interview de M. Destenay, président du Parti libéral belge", in *Temps nouveaux*, n° 30, 1956, p. 12-13. 45. Camille Huysmans (1871-1968), socialiste convaincu, devint en 1905 secrétaire du Bureau exécutif de la Deuxième Internationale. À l'âge de quarante-huit ans, Huysmans fut élu député de l'arrondissement d'Anvers puis, en 1933, bourgmestre de la même ville. De 1954 à 1958, il fut président de la Chambre où il y siégea jusqu'en 1965, ayant atteint l'âge respectable de nonante-quatre ans. *Nouvelle biographie nationale*, Bruxelles, 1988, t. 1, p. 181-189. 46. Belgique – URSS (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 13.042, Note pour le Ministre, Bruxelles, 23.3.1956). 47. GEORGES HAUPT, *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans. 1905-1914*, Paris, 1963. 48. ROBERT ROTHSCHILD, *Un Phénix nommé Europe. Mémoires 1945-1995*, Bruxelles, 1997, p. 185. 49. Procès-verbal de la réunion du Conseil [Archives OTAN, C-R(56)63, Rapport de M. Spaak sur son voyage à Moscou, 6. 12. 1956, p. 3].

Khrouchtchev n'était pas le despote qu'avait été Staline⁵⁰.

Leur présence fut une bonne occasion pour établir et consolider des échanges dans le domaine culturel. Le 24 octobre, le musée Pouchkine fut décoré par des drapeaux belges et soviétiques. L'après-midi devait être inaugurée une exposition d'art belge comprenant des oeuvres de peintres célèbres. Les principales autorités soviétiques étaient présentes : Khrouchtchev, Boulganine, le ministre des Affaires étrangères Dmitri Chepilov et le ministre de la Culture Nikolai Mikhaïlov⁵¹. Deux jours après, le Premier ministre Van Acker rentra à Bruxelles, tandis que Spaak prit la tête de la délégation. Chepilov lui proposa de se rendre où il le désirait. Spaak suggéra la ville de Tachkent, en Asie centrale (actuellement capitale de l'Ouzbékistan). Ils visitèrent des usines textiles, l'université et le théâtre de la ville, et déjeunèrent avec des représentants de la communauté musulmane. De retour à Moscou, les amphitryons organisèrent d'amicales cérémonies d'adieux, où la vodka et les toasts abondèrent. La représentation belge s'embarqua finalement pour Bruxelles le vendredi 2 novembre.

Le jour de son départ, Paul-Henri Spaak signa un communiqué commun avec son collègue soviétique Dmitri Chepilov, dans lequel ils soulignèrent l'importance des rencontres internationales pour la "consolidation de la paix générale et de la sécurité" et reconnurent que "les relations entre pays doivent se baser sur les principes du respect mutuel de

l'intégrité territoriale et de la souveraineté, de la non-agression et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États"⁵². Quand les dirigeants belges apprirent l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie, ce communiqué fut d'ailleurs repris systématiquement pour condamner le Kremlin et l'accuser d'hypocrisie. Mais avant cet événement sanglant, la tournée fut couronnée par la signature d'une convention culturelle, qui avait déjà été négociée pendant le séjour à Moscou du ministre de l'Instruction publique Léo Collard en septembre de la même année. Cet accord traduisait la volonté officielle d'élargir et de développer les rapports dans le domaine de l'éducation, des arts, du tourisme et du sport.

Le protocole fut scellé par les ministres des Affaires étrangères le 25 octobre 1956. Ce texte, aux prétentions ambitieuses, envisageait premièrement l'encouragement des échanges d'étudiants, de professeurs et de membres de sociétés scientifiques à travers un système avantageux de bourses. Il devait également permettre d'intensifier la coopération entre organisations de jeunesse et d'élargir les connexions dans plusieurs sphères artistiques : littérature, théâtre, musique, cinéma et arts plastiques. Ceci impliquait l'envoi réciproque et systématique de délégations, d'expositions et de différentes productions appropriées (livres, périodiques, tableaux, photographies, productions cinématographiques, etc.). Le sport, la radiodiffusion, la télévision, la science et la santé publique, étaient aussi des manifestations concernées par la con-

50. ROBERT ROTHSCHILD, *op.cit.*, p. 189. 51. "Van Acker et Spaak à Moscou", in *Le Drapeau rouge*, 25.10.1956, p. 3. 52. "Communiqué soviéto-belge", in *Temps nouveaux*, n° 46, 1956, p. 35-36.



*Le président de la Chambre, Camille Huysmans, salue une délégation parlementaire soviétique lors de son arrivée à l'aéroport de Zaventem, en mai 1956.
(Centre des Archives communistes de Belgique)*

vention, qui tentait de renforcer les liens dans ces domaines, tout en offrant un soutien financier adéquat⁵³. Afin de coordonner des plans annuels de coopération et de régler des questions d'ordre économique, une commission mixte permanente devait être mise en place par les parties contractantes. Elle devait se composer de dix représentants – dont cinq de chaque pays – désignés par leurs gouvernements respectifs qui se réuniraient en séance plénière au moins une fois par an, alternativement en Belgique et en URSS. Le protocole était censé entrer en vigueur le jour même de sa signature et se prolonger pour une période de cinq ans⁵⁴. Comme le on verra plus loin, ces initiatives n'aboutirent guère.

Les enjeux des relations culturelles avec l'URSS : un sujet de discussion au sein de l'OTAN

L'accord répondait à la nécessité de systématiser et d'organiser les connexions entre les deux pays, qui se multiplièrent, on l'a vu, au cours de l'année 1956. Le gouvernement belge craignit un débordement incontrôlable des rapports extra-officiels, encouragés notamment par des organismes

indépendants tels que les Amitiés belgo-soviétiques⁵⁵. Au cours d'une réunion du Conseil de l'OTAN tenue le 24 octobre 1956, le représentant permanent de la Belgique André de Staercke⁵⁶ souligna qu'à travers la signature de l'accord, les décideurs cherchaient à garantir "l'application du principe de la réciprocité" et à établir "un certain contrôle sur les échanges culturels"⁵⁷. Ce problème avait déjà été évoqué et discuté au sein du Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN. En juillet 1956, suite à l'augmentation considérable des échanges humains entre l'URSS et l'Europe occidentale, le président du Comité, le canadien Leolyn Dana Wilgress, tenta de déchiffrer les méthodes et les buts de la stratégie soviétique. Tout en reconnaissant que l'ouverture de Moscou ne pouvait pas "être dissociée d'une certaine évolution qui se manifeste à l'intérieur de l'URSS", il conclut que l'intensification des contacts était un phénomène désiré par le Kremlin, obéissant à une logique de persuasion : "Une série d'échanges avec les pays d'Europe occidentale et de l'Amérique du

53. "Accord concernant la coopération culturelle entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et la Belgique", in *Temps nouveaux*, n° 45, 1956, p. 35-36. 54. *Idem*, p. 36.

55. Pour une analyse des objectifs et des activités des Amitiés belgo-soviétiques, voir le mémoire d'YVES STÉLANDRE, *Les relations entre la Belgique et l'URSS de la mort de Staline au XX^e Congrès du PCUS (5 mars 1953-14 février 1956)*, mém.lic. en histoire, Université catholique de Louvain, 1990. Nous avons aussi traité ces questions dans RAFAEL PEDEMONTE, *La "guerre froide culturelle" en Belgique : les vicissitudes des relations et des échanges culturels avec l'Union soviétique au cours d'une période turbulente (1956-1960)*, mém. pour le master en histoire, Université catholique de Louvain, 2010, p. 102-123. 56. André de Staercke (1913-2001), docteur en droit, il poursuivit des études spécialisées à Paris. Après l'invasion de la Belgique par l'Allemagne, il suivit le gouvernement à Londres où il scella une profonde amitié avec Paul-Henri Spaak et Hubert Pierlot. Fervent partisan de l'Alliance atlantique, il fut nommé en avril 1952 représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'OTAN. Après avoir représenté son pays pendant vingt-six ans, il partit au Mexique et aux États-Unis et entra dans le monde des affaires. *Nouvelle biographie nationale*, op.cit., t. 9, p. 143-146. 57. Procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au Palais de Chaillot [Archives OTAN, C-R(56)56, Le dégel en Europe orientale, 26.10.1956, p. 8].

Nord contribue à revêtir d'une respectabilité apparente les échanges avec le Bloc soviétique et à vaincre les hésitations qui peuvent exister dans les pays non engagés, notamment ceux du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie du Sud et du Sud-est. (...)

Les échanges culturels sont un moyen par lequel le bloc soviétique peut espérer influencer en sa faveur l'opinion publique occidentale. Ils peuvent inciter les populations des pays de l'Ouest à croire, si le contraire ne leur est pas rappelé, que les Soviétiques ont modifié leurs objectifs et leurs méthodes de base. Ils peuvent aussi, en augmentant l'influence soviétique sur l'opinion publique occidentale, renforcer en fin de compte la possibilité pour les Soviétiques de faire pression sur les gouvernements occidentaux. Les visites soviétiques aux pays occidentaux peuvent fournir aux partis communistes et aux organisations para-communistes locales des occasions de renforcer leur position et leur prestige⁵⁸.

Pour atteindre ce but, les autorités moscovites développèrent des méthodes précises. Le rapport souligna que le Kremlin s'efforçait à tout prix d'empêcher des "contacts authentiques tels qu'on les comprend chez les Occidentaux" et constata que pour cela, les autorités adoptaient la technique de la délégation. De cette façon, quand les visiteurs soviétiques se rendaient dans un pays de l'Ouest, le choix de ce procédé permettait d'entraver "l'établissement de rapports personnels entre chaque visiteur et ses hôtes" et empêchait que les Russes "subissent trop sensiblement l'influence du milieu ambiant",

permettant ainsi la surveillance des invités⁵⁹. En outre, lorsque des délégués étrangers visitaient l'URSS, la formule du voyage en groupe satisfaisait également les prétentions des stratèges pour quatre raisons différentes :

"Elle facilite la surveillance des visiteurs;

Elle permet à la propagande soviétique de s'exercer sur les visiteurs de façon efficace et économique;

Elle facilite l'exploitation de ces visites (et dans certains cas des visiteurs eux-mêmes) à des fins de propagande tant intérieure qu'extérieure;

Elle réduit au minimum les contacts entre les visiteurs et les simples citoyens russes"⁶⁰.

Face à la menace de cette campagne d'endoctrinement, le Comité de l'information et des relations culturelles conseilla aux États membres d'encourager les échanges pour neutraliser les effets de cette stratégie. En transmettant une image d'ouverture envers Moscou, les pays de l'OTAN pouvaient ainsi éviter d'être accusés eux aussi d'imposer un "rideau de fer". Par ailleurs, ces relations devaient faciliter la diffusion des convictions du bloc occidental et influencer les élites intellectuelles du régime socialiste : "Il importe de montrer aux membres influents de l'intelligentsia russe que le mode de vie des Occidentaux diffère énormément de l'image déformée qu'en donne généralement la propagande soviétique. Il convient aussi d'encourager chez eux une plus grande liberté de pensée en leur apportant des idées neuves et hardies; il faut stimuler davantage leur désir de vie plus libre, comportant un respect plus complet des droits individuels. Ceci pourrait,

58. Rapport du Président du Comité de l'information et des relations culturelles [Archives OTAN, C-M(56)98, Contacts entre la Communauté atlantique et le bloc soviétique, 20.7.1956, p. 1-2]. 59. *Idem*, p. 3. 60. *Idem*, p. 4.

avec le temps, contribuer à favoriser à l'intérieur de l'Union soviétique une évolution vers un régime plus humain⁶¹.

En bref, la formalisation des échanges humains et artistiques entre les deux camps, ainsi que l'établissement de conventions officielles, furent des phénomènes qui s'inscrivaient dans une logique stratégique, fondée sur les rapports de forces idéologiques à l'échelle mondiale. Certes, la signature de l'accord culturel belgo-soviétique était indissociable du nouveau climat de détente mais chaque nation aspirait simultanément à obtenir des avantages spécifiques. Du côté occidental, les négociations devaient permettre aux membres de l'OTAN de contrôler la multiplication des contacts pour "ne pas laisser l'initiative exclusivement aux Soviétiques, mais d'organiser ces échanges de manière qu'ils puissent être profitables aussi bien aux puissances occidentales qu'à l'URSS"⁶². Parmi les stratégies qu'il fallait encourager, le rapport de Dana Wilgress insista sur la nécessité de propager des manifestations artistiques avant-gardistes peu répandues au sein des sociétés de l'Est, trop habituées à la monotonie des œuvres "réalistes socialistes" : "en faisant place aux idées modernes et contemporaine, on donnera ainsi au peuple soviétique un aperçu de l'état actuel de l'opinion et des doctrines occidentales, ainsi que de leur dynamisme et de leur diversité, qui forment un vif contraste avec l'uniformité d'une grande partie de l'art soviétique contemporain"⁶³.

C'est dans cet état d'esprit que la crise hongroise se produisit. D'intenses combats

se déroulèrent le 24 octobre 1956 entre les insurgés et les soldats soviétiques déjà stationnés sur le territoire de la Hongrie. Ces affrontements eurent lieu quelques heures après la signature de la convention belgo-soviétique, mais c'est seulement à leur retour d'URSS que Spaak et ses collaborateurs apprirent l'ampleur des événements⁶⁴. L'accord fut immédiatement mis en veille et les espoirs de coopération Est-Ouest firent place à un accroissement sans précédent des tensions idéologiques.

III. À la recherche d'une décision commune au sein de l'OTAN : interruption et reprise des relations culturelles avec l'Union soviétique (1956-1960)

La crise hongroise de 1956 : intervention soviétique et réactions occidentales

Le processus de "déstalinisation" n'eut pas uniquement des répercussions au sein du pouvoir soviétique. Cette dénonciation du pouvoir stalinien encouragea aussi des réformes dans les Républiques populaires, où de nouveaux leaders aspiraient à se débarrasser de l'héritage du stalinisme, encore fortement ancré dans la hiérarchie de chaque "parti frère"⁶⁵. La nomination de Wladislaw Gomulka à la tête du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) en octobre 1956 déclencha une crise majeure qui faillit entraîner l'intervention de l'Armée rouge. Le dirigeant polonais avait critiqué ouvertement le système de collectivisation de la terre et s'était associé à l'idée d'une

61. *Idem*, p. 5. 62. *Idem*, p. 6. 63. *Idem*, p. 6. 64. ROBERT ROTHSCHILD, *op.cit.*, p. 190. 65. ANTONIN LIEHM, "La 'Longue marche' vers 1968 ou comment s'y prendre pour 'sauver le communisme'", in FRANÇOIS FEJTŐ & JACQUES RUPNIK, *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, 1999, p. 66.

“voie nationale” vers le socialisme. Ce ne fut que lors d’une âpre négociation – au cours de laquelle Gomulka promet de maintenir la Pologne dans le Pacte de Varsovie et accepta la présence de troupes soviétiques sur son territoire – que l’administration Khrouchtchev décida de ne pas intervenir⁶⁶. Mais les événements polonais inspirèrent notamment les réformistes hongrois, qui estimèrent qu’un climat favorable à leurs revendications s’était installé⁶⁷.

Le 6 octobre 1956, le gouvernement de Budapest permit la ré-inhumation publique de l’ancien dirigeant communiste hongrois László Rajk, accusé d’être un agent anglo-américain et condamné à mort en 1949. Les obsèques précipitèrent des contestations spontanées, qui s’étendirent à travers tout le pays. Le 23 octobre, de nombreux étudiants se rassemblèrent pour réclamer la satisfaction de leurs demandes. Ils exigèrent des réformes économiques, une évolution démocratique et le droit à la liberté d’expression. Face à cette situation critique, les chefs du Parti décidèrent de réinstaller le réformiste Imre Nagy à la tête du gouvernement. Ce dernier avait déjà présidé le Conseil des ministres entre la mi-1953 et avril 1955, mais il avait été remplacé par le leader stalinien Mátyás Rákosi. D’après le chercheur hongrois (qui fut aussi témoin des événements) Charles Gati, c’est au cours de cette période que le monde intellectuel de son pays commença à remettre sérieusement

en question les doctrines dominantes du marxisme-léninisme (il parle de “révolte des esprits”)⁶⁸.

Nagy effectua des réformes spectaculaires : il forma un gouvernement de coalition, composé seulement de quatre communistes, annonça des élections libres et déclara la neutralité de la Hongrie. Mais aux yeux des Soviétiques, il allait trop loin, car il remettait en cause deux principes jugés inaltérables par Moscou : le rôle dirigeant du Parti communiste et l’alliance des Républiques populaires avec l’URSS⁶⁹. Le 4 novembre 1956 une violente intervention de l’Armée rouge eut lieu. Les chars soviétiques s’emparèrent de Budapest et liquidèrent définitivement le mouvement insurrectionnel, causant la mort de 2.700 Hongrois. János Kadar, un communiste pragmatique et ambitieux, prit la tête du gouvernement et instaura une politique répressive. Quant à Nagy, il fut victime d’un procès judiciaire irrégulier qui aboutit à son exécution le 27 juin 1958.

Le drame hongrois altéra la perception des autorités occidentales à l’égard de la politique du Kremlin. L’intervention montra aussi que le processus de “déstalinisation” demeurait fortement limité et que les Soviétiques n’étaient pas prêts à accepter de véritables changements au sein de leur bloc. De fait, l’année 1956 est, “dans la longue

66. MARK KRAMER, “The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland : Reassessments and New Findings”, in *Journal of Contemporary History*, vol. 33, n° 2, 1998, p. 169-173. 67. Sur l’impact international de la crise polonaise, voir l’article de TONY KEMP-WELCH, “Dethroning Stalin : Poland 1956 and Its Legacy”, in *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 8, 2006, p. 1261-1284. 68. CHARLES GATI, *Failed Illusions : Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Washington, 2006, p. 126-127. 69. GEORGES-HENRI SOUTOU, *op.cit.*, p. 334.

durée du phénomène communiste, une date cruciale, initiale”, qui fut accompagnée d’un processus indéniable d’affaiblissement des partis communistes européens⁷⁰. D’après Anne Applebaum, en Grande-Bretagne par exemple près des deux tiers des militants désertèrent après les événements de Budapest⁷¹. Un rapport interne du Ministère des Affaires étrangères de l’URSS, signé par Igor Tougarinov, dut reconnaître que même dans les nations du Tiers-monde les réactions d’hostilité s’intensifièrent⁷².

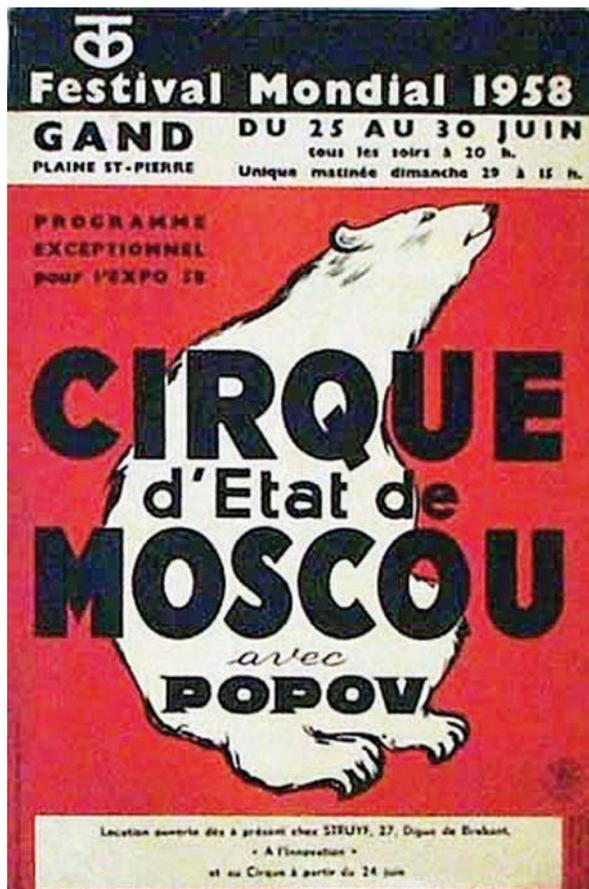
Quelques intellectuels de gauche, qui avaient été attirés par les promesses de réformes de l’ère poststalinienne, manifestèrent publiquement leur indignation. Les écrivains français Pierre Emmanuel, Louis Martin-Chauffier, Stanislas Fumet et Pierre Gascar, signèrent une déclaration commune pour condamner la réaction des troupes soviétiques. Pour sa part, le socialiste Gilles Martinet, qui dirigeait à l’époque l’hebdomadaire de gauche *France-Observateur*, remarqua que dès le premier jour, toute l’équipe de travail avait “soutenu sans ambiguïté la cause de la démocratie et de l’indépendance hongroise”⁷³.

Le cas de Jean-Paul Sartre mérite d’être examiné. L’auteur de *L’Être et le néant* se lia étroitement au communisme soviétique vers 1952, ce qui se manifesta par de nombreux

voyages à Moscou et par son élection à la vice-présidence de l’Association France-URSS. En 1954, suite à un séjour en Union soviétique, il exprima dans un article publié par *Libération* que “la liberté de critique est totale en URSS et le citoyen soviétique améliore sans cesse sa condition au sein d’une société en progression continue”⁷⁴. Cependant, après les événements de Budapest en octobre-novembre 1956, Sartre réagit comme la plupart des intellectuels de gauche non communistes en France : il condamna publiquement la décision. Le philosophe expliqua les insurrections de Budapest par “douze ans de terreur et d’imbécillité”, pendant lesquels “on n’avait rien donné au peuple, ni satisfaction matérielle, ni foi socialiste”. Ensuite, il annonça durement l’échec absolu de la “vocation universaliste” de l’URSS : “Ce que le peuple hongrois nous apprend avec son sang, c’est la faillite complète du socialisme en tant que marchandise importée d’URSS”⁷⁵.

Du côté belge, les autorités furent profondément scandalisées. Spaak prit la parole aux Nations Unies pour qualifier les arguments du Kremlin d’un “étonnant mélange de cynisme et d’hypocrisie”. Essayer de faire de cette crise un problème interne de la Hongrie était pour le ministre socialiste “nous prendre pour des sots ou pour des lâches”⁷⁶.

70. ANNIE KRIEGLER, “PC occidentaux : le retour de l’histoire”, in KRZYSZTOF POMIAN & PIERRE KENDE, 1956 : Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d’Octobre, Paris, 1978, p. 135. 71. ANNE APPLEBAUM, *Iron Curtain : the Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, New York, 2012, p. 460. 72. MARK KRAMER, *op.cit.*, p. 212-213. 73. GILLES MARTINET, “1956 et le renouvellement de la gauche française”, in KRZYSZTOF POMIAN & PIERRE KENDE, *op.cit.*, p. 151. 74. Cité in SOPHIE CŒURÉ, “Au pays des soviets”, in *L’Histoire*, n° 295, 2005, p. 64. 75. JEAN-PAUL SARTRE, “Après Budapest, Sartre parle”, in *L’Express*, 9.11.1956, p. 13-14. 76. Nations Unies, assemblée générale, onzième session, documents officiels, séance plénière du mardi 13 novembre 1956, p. 20-21.



Affiche de la représentation à Gand du cirque d'État de Moscou, avec le célèbre clown Oleg Popov, en juin 1958.
(Centre de Documentation et d'Archives du Cirque)

Ce même jour, Achille Van Acker s'adressa à la Chambre des représentants. Il qualifia l'intervention soviétique d'"affreuse tragédie" et d'"effroyable répression". Pour le Premier ministre, ces événements mirent brutalement fin aux espoirs de détente qu'avaient suscités en Belgique les changements apparents en URSS. Pour justifier les derniers efforts du gouvernement visant à accroître les liens avec la puissance socialiste, il expliqua cette ouverture par la conviction sincère mais naïve de la possibilité d'un véritable assouplissement des tensions internationales : "Beaucoup d'entre nous, dans tous les partis, souhaitaient si ardemment la détente et la paix qu'ils voulaient croire à une évolution de la politique soviétique vers des formes moins totalitaires. Les parlementaires belges, qu'ils fussent de droite ou de gauche, qui se sont rendus en URSS pendant ces deux dernières années n'ont pas à se repentir d'en avoir rapporté des témoignages généralement encourageants. Ils attestaient par là leur désir sincère de croire à la coexistence pacifique et à la démocratisation progressive du régime"⁷⁷.

Malgré les espérances évoquées par Van Acker, l'intervention sanglante à Budapest força les responsables politiques ouest-européens à remettre en question leurs intentions préalables.

Les échanges de vues à l'OTAN : "Devant la nécessité maintenant primordiale d'une politique occidentale commune"

Après la tragédie de Budapest, les différents gouvernements du bloc occidental, regroupés au sein de l'Alliance atlantique, décidèrent d'établir une politique commune à l'égard de Moscou. Bien que les liens diplomatiques ne fussent pas annulés, le Conseil de l'OTAN exhorta les délégués à paralyser immédiatement les échanges culturels. Durant une réunion du Conseil, tenue le 28 novembre 1956, les représentants des pays membres exposèrent une vision commune à l'égard de "l'agression soviétique". Ils constatèrent que le processus de "déstalinisation" avait été une image illusoire créée par les autorités, qui répondait à une tactique de la stratégie moscovite, plutôt qu'à un véritable désir d'apaisement. Le monde était "en présence d'une Union soviétique tout aussi impitoyable et agressive". Il en avait résulté une situation extrêmement dangereuse, renforçant le risque d'une guerre globale : "la 'déstalinisation' a pris la forme d'une 'restalinisation'", car les Soviétiques "disposent désormais de moyens accrus résultants d'une réorganisation et d'une modernisation étendue et onéreuse"⁷⁸.

Face à ce climat menaçant, le Conseil de l'Alliance atlantique se réunit en session spéciale le mardi 11 décembre 1956 pour analyser en profondeur les tendances de la politique extérieure de Moscou. L'italien

77. Annales parlementaires de Belgique, Chambres des Représentants, Compte rendu analytique, Session ordinaire du mardi 13 novembre 1956, p. 5-6. 78. Procès-verbal de la réunion du Conseil et du Groupe permanent tenue au Palais de Chaillot [Archives OTAN, C-R(56)61, Exposé d'information pour la réunion ministérielle de décembre, 1.12.1956, p. 17].

Gaetano Martino, président du Conseil, prononça un discours visant à souligner la nécessité de renforcer les liens entre les gouvernements occidentaux. L'établissement d'une politique commune pour faire face aux événements était indispensable :

“Devant la nécessité maintenant primordiale d'une politique occidentale commune, il [Martino] estime qu'aucun pays membre ne doit entreprendre d'action qui soit de nature à compromettre la solidarité atlantique. Il (...) prie instamment le Conseil de faire en sorte que les résultats de la présente session montrent que les membres de l'Alliance atlantique la considèrent, en actes comme en paroles, comme la pierre angulaire de leur politique étrangère et de leur politique de défense”⁷⁹.

Le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères Heinrich von Brentano proposa ensuite de rédiger une déclaration commune à travers laquelle les délégués devraient exprimer leur sympathie pour le peuple hongrois “dans sa lutte pour la liberté”. Par ailleurs, un comité de trois représentants de l'Alliance atlantique (le Canadien Lester Pearson, l'italien Gaetano Martino et le Norvégien Halvard Lange) fut établi afin de rédiger un rapport concernant

la coopération occidentale dans les domaines non militaires. Les “Trois Sages”, comme ils furent nommés, conclurent qu'il était indispensable de renforcer les consultations politiques sur des questions d'intérêt commun. Face à ces recommandations, le Secrétaire d'État américain John Foster Dulles, toujours soucieux de préserver l'indépendance de Washington en matière de relations internationales, reconnut l'importance du fait “que les pays de l'OTAN harmonisent autant que possible leur politique étrangère”⁸⁰.

Quant aux liens artistiques et sportifs avec le bloc de l'Est, ce fut au sein du Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN qu'on détermina une politique à suivre. Le gouvernement belge fut particulièrement attentif aux décisions prises par cette instance. Le 25 février 1957, après avoir reçu un télégramme de l'ambassadeur belge à Moscou Walter Loridan⁸¹, qui désirait connaître la position officielle de Bruxelles, Spaak répondit que la politique culturelle commune vis-à-vis de l'URSS devait se définir prochainement au sein de l'OTAN⁸². En effet, la position belge fut pratiquement identique à celle que la délégation française exposa devant le Comité de l'information le 22 février

79. Procès-verbal de la réunion du Conseil, en session restreinte, tenue au Palais de Chaillot [Archives OTAN, C-R(56) 69 - partie I, Discours d'ouverture du Président, 11.12.1956, p. 4].

80. Procès-verbal de la réunion du Conseil en session restreinte tenue au Palais de Chaillot [Archives OTAN, C-R(56)73, Rapport du Comité des Trois sur la coopération OTAN dans les domaines non-militaires, 13.12.1956, p. 5-7]. **81.** Walter Loridan (1909-1997), socialiste et diplômé d'ingénierie commerciale à l'Université libre de Bruxelles, fut dès 1944 chef de cabinet de Paul-Henri Spaak. En 1951, il fut nommé ministre plénipotentiaire au Mexique, pays où il resta quatre ans et en 1955, il obtint le poste d'ambassadeur à Moscou. Après son séjour en URSS, Loridan devint représentant permanent de la Belgique aux Nations Unies, à New York (1959) et, dix ans plus tard, il assumait le rôle d'ambassadeur à Washington. *Nouvelle biographie nationale, op.cit.*, t. 7, p. 239-241. **82.** Relations culturelles avec l'URSS (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 14.007, Paul-Henri Spaak à

Walter Loridan, Bruxelles, 25.2.1957).



À Budapest, durant la révolte de l'automne 1956, des insurgés hongrois hissent leur drapeau sur un blindé soviétique endommagé. (Archives photographiques Musée de Budapest)

1957. Elle était fondée sur trois principes fondamentaux : 1) La non application des accords culturels; 2) l'abstention pour une période indéterminée des échanges de caractère officiel; 3) La volonté de décourager au maximum les connexions culturelles privées⁸³.

Des mesures spécifiques devaient être également adoptées à l'égard des autres pays d'Europe de l'Est :

"1.-Encouragement [des] échanges culturels avec [la] Pologne⁸⁴.

2.-Abstention [des] échanges culturels officiels avec [la] Hongrie : examen et contrôle [de] toutes [les] manifestations culturelles à caractère privé que les artistes hongrois souhaïteraient organiser en Belgique.

3.-Circonspection en matière [d'] échanges culturels avec [la] Tchécoslovaquie, [la] Roumanie et [la] Bulgarie"⁸⁵.

Cependant, malgré la fermeté de cette posture initiale, des gestes de rapprochement commencèrent à devenir visibles dès le mois

d'avril 1957. La France, l'Angleterre et les États-Unis conçurent des projets de reprise progressive mais prudente des contacts culturels avec l'URSS⁸⁶.

La reprise des relations culturelles de la France, l'Angleterre et les États-Unis

Le 18 avril 1957, pendant une assemblée du Comité de l'information et des relations culturelles, les délégués de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, échangèrent des notes en vue d'établir un plan d'ensemble pour reprendre les contacts culturels avec l'Union soviétique. Les représentants constatèrent qu'un rétablissement des liens devrait offrir aux Occidentaux plus d'avantages que d'inconvénients. L'émissaire anglais exposa une analyse qui justifiait la nécessité d'une reprise progressive de ces liens, susceptibles d'ouvrir un "champ d'exploitation plus profitable", car l'envoi et la réception d'artistes et d'intellectuels "auraient un effet salutaire et permettraient de propager les opinions

83. Relations culturelles avec l'URSS (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 14.007, Paul-Henri Spaak à Walter Loridan, Bruxelles, 11.3.1957). Pour un aperçu de la position française suite aux événements de la Hongrie, voir Comité de l'information et des relations culturelles - Contacts avec les pays du bloc soviétique [Archives OTAN, AC/52-D/224/1, Note de la Délégation de la France, 22.2.1957, p. 1-2]. **84.** Cette décision peut être expliquée par le fait que, aux yeux des Occidentaux, la Pologne avait obtenu une victoire considérable lors des événements d'octobre 1956, qui avaient permis le maintien de Wladislaw Gomulka à la tête du POUP. Ce dernier fut associé à l'idée d'une "voie nationale" polonaise vers le socialisme et donc au principe d'indépendance, qui n'avait pas été respecté à Budapest. Pour Tony Kemp-Welch, "dès le printemps 1956, la Pologne est redevenue un acteur historique. Ainsi, elle a cessé d'être un objet passif des politiques menées 'd'en haut'". TONY KEMP-WELCH, *op.cit.*, p. 1262 (traduction personnelle). **85.** Relations culturelles avec l'URSS (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 14.007, Paul-Henri Spaak à Walter Loridan, Bruxelles, 11.3.1957). Une posture identique vis-à-vis des "démocraties populaires" fut adoptée par les décideurs français. Pour ce dernier point, voir le rapport déjà cité : Comité de l'information et des relations culturelles - Contacts avec les pays du bloc soviétique (Archives OTAN, AC/52-D/224/1, Note de la Délégation de la France, 22.2.1957, p. 1-2). R23-R25/28. **86.** La France et l'Angleterre conclurent des accords culturels avec l'Union soviétique en 1957. Comme on le verra par la suite, Washington fit de même en janvier 1958. YALE RICHMOND, *op.cit.*, p. 15.

occidentales". Par ailleurs, l'annulation des relations risquait de légitimer les arguments de la propagande soviétique, qui prétendait "que notre état d'esprit actuel concernant les échanges indique que nous avons l'intention de ranimer la guerre froide". Il fallait en outre éviter que Moscou cherche à constituer des "associations de sympathisants qui serviront d'intermédiaires pour les échanges"⁸⁷.

Reprenant cette idée, l'envoyé anglais présenta deux autres considérations qui justifiaient sa proposition : l'impossibilité d'empêcher les rapports entre particuliers et la nécessité de combler des lacunes importantes dans la connaissance du monde soviétique. Il conclut que cette réorientation devait être prudente et sérieusement contrôlée par les dirigeants européens : "Si l'on accepte les critères indiqués ci-dessous on sera conduit pendant un certain temps à autoriser seulement les visites de délégations peu importantes et à éviter toutes les activités ou les manifestations qui risqueraient d'attirer une publicité considérable"⁸⁸.

Le gouvernement français avait déjà fait un premier pas audacieux en décidant d'échanger des attachés culturels avec Moscou⁸⁹. Cette

initiative reflétait la volonté des autorités de Paris de renouer progressivement les liens dans le domaine artistique et annonçait de prochains signes d'ouverture. Le 28 mai 1957, la proposition de reprise "prudente mais progressive avec l'Union soviétique" obtint l'approbation générale au sein du Comité de l'information⁹⁰. La délégation italienne, après avoir tiré un bilan plutôt négatif de l'annulation des contacts culturels, décida de rétablir ses liens artistiques avec l'URSS dès la deuxième moitié de l'année 1957⁹¹. La Suède reçut cette même année à Stockholm une vaste exposition du livre soviétique, suivie d'une manifestation semblable à Moscou⁹². Mais l'expression la plus spectaculaire de cette nouvelle relance fut la signature d'un accord culturel très ambitieux entre les États-Unis et l'Union soviétique, en janvier 1958.

Le président américain Dwight Eisenhower, réélu en novembre 1956, se montra toujours particulièrement favorable au développement des contacts non politiques avec les pays de l'Est. Il considérait la guerre froide comme "une lutte psychologique dans laquelle les idées, les symboles et les valeurs essentielles – en un mot, la culture – devaient jouer un rôle plus décisif que les matériels militaires"⁹³. Vers

87. Comité de l'information et des relations culturelles - Échanges entre la Communauté atlantique et l'Union soviétique (Archives OTAN, AC/52-D/224/6, Contacts avec le bloc soviétique, 18.4.1957, p. 5). **88.** *Idem*, p. 6. **89.** Comité de l'information et des relations culturelles - Procès-verbal d'une réunion tenue au Palais de Chaillot (Archives OTAN, AC/52-R/73, Contacts entre la Communauté atlantique et le bloc soviétique, 12.4.1957, p. 4). **90.** Comité de l'information et des relations culturelles - Procès-verbal de la réunion tenue au Palais de Chaillot (Archives OTAN, AC/52-R/75, Contacts entre la Communauté atlantique et le bloc soviétique, 13.6.1957, p. 6). **91.** Comité de l'information et des relations culturelles - Échanges culturels Est-Ouest durant le IV^e trimestre de l'année 1957 [Archives OTAN, AC/52-D(58)23, Note de la Délégation de l'Italie, 25.4.1958, p. 1]. **92.** Comité de l'information et des relations culturelles - Échanges culturels Est-Ouest durant le IV^e trimestre de l'année 1957 [Archives OTAN, AC/52-D(58)23, Suède, 25.4.1958, p. 13]. **93.** WALTER HIXSON, *Parting the Curtain. Propaganda, Culture and the Cold War, 1945-1961*, New York, 1998, p. 226 (traduction personnelle).

la fin février 1957, la Maison Blanche exprima son intérêt de remettre en place un programme d'échanges avec Moscou, ce qui se matérialisa par l'établissement de tractations réciproques. À partir d'octobre 1957, des représentants des deux parties échangèrent leurs points de vue afin d'établir les bases d'une convention de grande ampleur. Étonnamment, l'accord signé le 27 janvier 1958 fut considéré à l'OTAN comme une négociation de "portée assez limitée"⁹⁴.

Mais contrairement aux impressions du Comité de l'information, l'historien Walter Hixson devait plus tard qualifier cette négociation d'une des initiatives les plus efficaces de la diplomatie de guerre froide⁹⁵. Cette opinion fut largement partagée par le spécialiste étasunien Frederick Barghoorn, qui vécut en URSS dans les années 1960⁹⁶. Les négociations portèrent en effet sur de nombreux points : elles imposèrent d'abondants contacts dans le domaine cinématographique, scientifique, sportif, et envisagèrent un programme systématique d'échanges d'académiciens et d'étudiants. Le nombre de touristes américains en URSS augmenta aussi considérablement : 18 mois après la signature de l'accord, par exemple, 1 674 Américains, répartis en 107 délégations, se rendirent en Union soviétique⁹⁷.

La Belgique : un rétablissement tardif des relations culturelles

L'établissement de ce vaste projet d'échanges marqua la fin de la période de blocage des relations entre les pays occidentaux et le Kremlin. Les hostilités qui suivirent l'intervention en Hongrie donnèrent lieu à une nouvelle étape caractérisée par la multiplication des transferts culturels. Seule la Belgique demeura méfiante. Bruxelles crut que le contexte n'était pas encore favorable pour mener des tractations sérieuses avec la puissance de l'Est. La posture de Spaak et de son successeur Victor Larock⁹⁸ resta inflexible, et cela malgré les pressions des représentants diplomatiques belges à Moscou. De fait, tout au long des années 1957 et 1958, l'ambassadeur Walter Loridan envoya des rapports réguliers visant à souligner les manifestations d'échanges culturels entre l'Europe occidentale et l'URSS. En avril 1957 il retraça en détail l'accroissement des contacts entre la France et Moscou et conclut s'adressant à Spaak : "Vous me dites que notre position est assez voisine avec celle de la France. J'ai le sentiment que les Français sont beaucoup plus désireux que nous de renouer les relations culturelles avec l'Union Soviétique". Puis, il souligna avec intention les mesures adoptées par Washington. D'après Loridan, l'ambassadeur étasunien l'informa

94. Comité de l'information et des relations culturelles - Procès-verbal de la réunion tenue au Palais de Chaillot [Archives OTAN, AC/52-R (58)2, Accord sur les échanges culturels entre les États-Unis et l'Union soviétique, 6.2.1958, p. 9]. 95. WALTER HIXSON, *op.cit.*, p. 153.

96. FREDERICK BARGHOORN, *op.cit.*, p. 7-8. 97. WALTER HIXSON, *op.cit.*, p. 158-159. 98. Victor Larock (1904-1977) fut un journaliste et homme politique belge. Entre 1944 et 1954, il devint directeur du journal socialiste *Le Peuple*. En 1954, Larock fut nommé ministre du Commerce extérieur, puis il remplaça Paul-Henri Spaak aux Affaires étrangères à partir de 1957. Au début des années 1960, il devint titulaire du Ministère de l'Éducation nationale (1961-1963), jouant ainsi un rôle important dans le processus de réforme législative en matière linguistique.

Le nouveau Dictionnaire des Belges, op.cit., t. 2, p. 49.



La réaction musclée des Soviétiques à l'insurrection hongroise suscita une commotion internationale de grande ampleur. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, à New-York (5 novembre 1956), la question hongroise fut abordée à l'ordre du jour. (Photos Archives United Nations)



La reine Élisabeth suscita bien de l'inquiétude et du mécontentement de la part du gouvernement belge avec ses voyages dans le "Bloc de l'Est" au cours des années '50. Elle arrive ici à Moscou en avril 1958 à bord d'un appareil de la firme soviétique "Aeroflot". (Collection privée Alvin De Coninck)

que son pays désirait “repandre petit à petit les projets de manifestations culturelles tenus en suspens depuis les événements de Hongrie. Il estime qu’il ne conviendrait pas de donner l’impression que les États-Unis établissent à leur tour un rideau de fer”⁹⁹.

En dépit des insinuations du diplomate, c’est seulement au début de 1960 que le gouvernement décida finalement d’autoriser la réunion d’une commission mixte qui devait établir le premier plan bisannuel d’échanges culturels. Le président de la partie belge fut le Secrétaire général du Ministère de l’Instruction publique, M. Seeldrayers. Trois autres représentants firent également partie de cette commission : le prix Nobel de Médecine, Corneille Jean François Heymans et les professeurs Georges Lemaître et Marcel Florin¹⁰⁰. En mai 1960 s’exécuta, suite aux décisions prises par la commission, le premier point de l’accord. Il s’agissait de l’envoi à Moscou, Leningrad et Tbilissi d’une mission d’enseignants belges, permettant aux visiteurs de connaître de nombreuses institutions scolaires et universitaires et de se mettre en contact avec des éducateurs soviétiques¹⁰¹.

Dès lors, la commission mixte continua à se réunir systématiquement tous les deux ans afin d’établir des projets d’échange officiel. Les liens se renforcèrent au cours des années suivantes et couvrirent des branches de plus

en plus vastes. Près de quinze ans plus tard, lors de la 8^e réunion des représentants des deux pays en 1974, les parties en présence envisagèrent un programme qui prévoyait des transferts dans divers domaines : la médecine, la science, l’instruction, la radiodiffusion, la télévision, les arts et le sport. En outre, ils stimulèrent le jumelage entre des villes belges et soviétiques et établirent un programme pour diffuser les langues de chaque nation dans le territoire de l’autre¹⁰².

IV. Conclusion

La fréquence des discussions analysées dévoile l’importance accrue au cours des années d’après-guerre de facteurs liés aux rapports culturels internationaux. Ces derniers sont devenus de véritables enjeux stratégiques de bloc à bloc vis-à-vis desquels les nations représentées au sein de l’Alliance atlantique décidèrent, on l’a vu, d’adopter une politique commune. Nous nous retrouvons sans doute face à un conflit mondial atypique, où les “méthodes de guerre” ne concernaient pas exclusivement les composantes politico-militaires, mais également l’attitude à mettre en place pour contrer l’expansionnisme idéologique de l’ennemi. Pour cela, l’établissement d’une politique solide de “diplomatie culturelle” s’est transformé en un support prioritaire, essentiel dans ce contexte tendu

99. Relations culturelles avec l’URSS (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 14.007, Walter Loidan à Paul-Henri Spaak, Bruxelles, 5.4.1957).

100. Russie dossier général (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 13.618, Note pour Monsieur le Secrétaire général, Bruxelles, s/d). **101.** Russie dossier général (Archives du Ministère belge des Affaires étrangères, *Série politique*, dossier 13.618, H. Cools à Pierre Wigny, Moscou, 24.5.1960). **102.** T. KAKOUTCHAI, “Un nouveau pas dans la voie de la coopération culturelle et scientifique”, in *Belgique-URSS Magazine*, n° 7-8, 1974, p. 11.

de “guerre pour les idées”. Du côté soviétique, ces nouvelles conditions forcèrent les autorités à redéfinir leurs priorités en matière de politique étrangère et à encourager des gestes de bonne volonté à l’égard du monde occidental, ce qui fut d’autant plus évident après la mort de Staline en mars 1953.

Afin de souligner cette idée, l’examen des nombreux débats à propos de la pertinence des conventions culturelles avec Moscou – qui se multiplièrent au cours des réunions

systematiques du Comité de l’information et des relations culturelles de l’OTAN – reflète bien le rôle prépondérant joué par les liens artistiques et intellectuels. Le cas belge – exemple révélateur des comportements des dirigeants ouest-européens avant et après la crise de Budapest – nous offre un témoignage palpitant des espoirs de rapprochement qui surgirent avec l’arrivée au pouvoir de Khrouchtchev ainsi que de la violente désillusion qui suivit l’intervention des chars de l’Armée rouge sur le territoire hongrois à la fin 1956.

RAFAEL PEDEMONTE est doctorant en histoire de l’Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (cotutelle avec l’Université catholique du Chili). Il se spécialise sur la “guerre froide culturelle” et, actuellement, focalise ses recherches sur les relations entre l’URSS et l’Amérique latine ainsi que sur l’histoire culturelle du Chili et de Cuba pendant le XX^e siècle. Il a publié une petite dizaine d’articles en français et en espagnol sur ces questions.